

Autres nouvelles

Le plan d'action du gouvernement en faveur des forêts tropicales

Afin de respecter les engagements pris par la France aux différentes conventions internationales, notamment celle sur la conservation de la biodiversité, le gouvernement travaille actuellement sur un plan d'action qui comporte une partie nationale et une partie sur la coopération française avec les pays forestiers.

Sur le plan national, l'accent est mis sur la conservation et la gestion durable des forêts tropicales françaises avec notamment la création de deux nouveaux parcs nationaux (Réunion et Guyane), une stratégie nationale pour la biodiversité, (qui doit être finalisée en juin 2004), un programme forestier national adapté, incluant un volet relatif aux forêts des collectivités d'outre mer, le renforcement de la recherche forestière et de la connaissance scientifique, à travers le Pôle Universitaire de Guyane et l'organisation de la conférence internationale sur la diversité biologique que la France organise avec l'UNESCO en janvier 2005, un renforcement du cadre légal en adaptant le code forestier au cadre spécifique de la Guyane.

La coopération française sera réorientée vers la conservation des forêts et des activités économiques compatibles avec la préservation des milieux naturels, avec des projets d'envergure sur le bassin du Congo notamment ainsi que la mise en œuvre du Mécanisme de Développement Propre par la mise en place de puits de carbone forestier.

Enfin, la lutte contre l'importation de bois exploités illégalement sera accrue, par une coopération multilatérale avec les autres pays importateurs de bois tropicaux, par une réglementation adaptée qui rendra illégales les importations de bois exploités illégalement, ainsi que par l'aide au pays producteur pour la mise en place de plan d'aménagement et d'un meilleur contrôle de l'exploitation.

Autre action qui peut avoir des conséquences pour les bois de Guyane : le gouvernement entend infléchir la politique

d'achats publics de bois tropicaux en les orientant progressivement mais rapidement vers des sources présentant des garanties d'exploitation et de transformation légale et durable. Les collectivités locales seront encouragées à adopter une démarche similaire.

Le gouvernement s'engage dans une action graduelle : la circulaire qui fixera les premières mesures s'articulera autour des axes suivants :

- immédiatement obligation pour le soumissionnaire d'indiquer dans son offre le nom du fournisseur, l'origine du bois brut et l'essence,
- au fur et à mesure du développement des mécanismes adéquats, restriction des achats à des bois présentant une garantie de respect de la légalité,
- l'accroissement progressif de la part des achats de bois issus de forêts engagées dans un processus de gestion durable puis d'écocertification. Les objectifs chiffrés de cette progression sont de 50% des achats d'ici 2007 et 100% en 2010,
- L'orientation des achats vers des produits issus de processus de transformation bénéficiant d'une chaîne de contrôle agréée et prenant en compte l'ensemble des éléments de gestion durable.

L'écocertification sera promue. Un exemple concret de cette action concerne les mobiliers, dont l'écolabel qui entrera en vigueur en janvier 2005, sera exigé (connaissance du mode de gestion des forêts et origine des bois, reposant sur une chaîne de contrôle).

On voit donc une fois de plus que l'écocertification deviendra à terme un passage obligé pour la commercialisation des bois de Guyane dans les marchés publics. Si l'ensemble des acteurs travaillent de façon volontaire et dès maintenant en Guyane, ce sera une opportunité de prendre des parts de marchés par rapport aux produits issus de pays moins avancés dans ce domaine.

Sylvie Mouras

Dernières publications de normes

Planchers en bois - Lames massives pour planchers résineux (NF EN 13990, septembre 2004)

Bois de structure ronds - Méthodes d'essai (NF EN 14251, juillet 2004)

Panneaux à base de bois - panneaux surfacés mélaminés pour usages intérieurs - définition, exigences et classification (NF EN 14322, août 2004)

Panneaux à base de bois - panneaux surfacés mélaminés pour usages intérieurs - Méthodes d'essai (NF EN 14323, août 2004).

Bois de structure - Détermination des valeurs caractéristiques des propriétés mécaniques et de la masse volumique (NF EN 384, août 2004)

Panneaux de fibres - Exigences - Partie 2 : exigences pour panneaux durs (NF EN 622-2, septembre 2004)